



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SÉANCE DU JEUDI 09 AVRIL 2015

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Finances et Conseil de Gestion

L'an deux mille quinze le neuf avril à dix huit heures, *le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Député du Var.*

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	57

Objet de la délibération:
Attribution de compensation 2015 provisoire

PRÉSENTS :

AUDIBERT-TROIN Olivier, PIANETTI Claude, LECOINTE Jacques, ALEMAGNA Claude, PARLANTI Alain, CHILINI Bernard, MARCY Valérie, PIERRUGUES Gérald, GALLIANO Gilbert, GRAS Raymond, MARTIN Hugues, MARIA Daniel, MATRAS Fabien, FANELLI Nicole, STRAMBIO Richard, ROUVIER Georges, BALDECCHI Serge, BACQUET Yves, CARRIERE Christophe, DUFOUR Sophie, MARCEL Frédéric, AMBROSINO Franck, AMOROSO Anne-Marie, AUGUIN Jutta, BOUCHER Alain, CAYMARIS Alain, CERET Stéphan, DUBOUIS Brigitte, FRANCIN Sylvie, GONZALES Nathalie, GUELLATI Malika, GUIOL Marie-Christine, HAINAUT Alain, LE POULAIN Yves, LOEW Grégory, MAGAUD Fabrice, MENET André, MICHEL Jacques, MOMBAZET Jean-Pierre, PELASSY Michèle, PESCE Thierry, PREMOSELLI Christine, REGAZZETTI Francine, ROUX Régis, RUDNIK Thierry, SONNEVILLE David, VIGIER Alain

REPRÉSENTÉ(S) :

Gilbert BOUZEREAU pouvoir à Frédéric MARCEL, Christine CHALOT-FOURNET pouvoir à Nathalie GONZALES, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Marie-Christine GUIOL, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Bernard CHILINI, Francine FIORINI pouvoir à Jacques MICHEL, Mathilde KOUJI-DECOURT pouvoir à Sylvie FRANCIN, Florence LEROUX pouvoir à Christine PREMOSELLI, Sandrine MARY-BOUZEREAU pouvoir à Alain VIGIER, Laure REIG pouvoir à Fabien MATRAS, Jean-Daniel SANTONI pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN

ABSENT(S) :

BOYER Liliane, CHARDES Bernard, LEGRAIEN Françoise, NICCOLETTI Christine, SENES Sylvain, VECCHIO Valéria

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Marie-Christine GUIOL

RAPPORTEUR : Monsieur Serge BALDECCHI

Transmis le : **23 AVR. 2015**

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération
Dracénoise
Affiché le **23 AVR. 2015**

L'article 1609 nonies C du Code général des impôts prévoit le versement, par les Établissements Publics de Coopération Intercommunale à fiscalité professionnelle unique, d'une attribution de compensation aux communes membres.

Le montant de cette dotation est égal au montant de cette fiscalité perçue par les communes l'année précédant la création de la Communauté d'agglomération ou son extension de périmètre, minoré des charges transférées.

En janvier 2014, l'intégration des communes de Saint-Antonin-du-Var, Salernes et Sillans-la-Cascade a modifié le montant des charges transférées.

L'année 2014 a également été l'année du transfert de la compétence « Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations » (dite GEMAPI), qui au travers du Syndicat Intercommunal d'Aménagement de la Nartuby (SIAN) et du Syndicat Intercommunal pour l'Aménagement du Cours Inférieur de l'Argens (SIACIA) concerne les communes d'Ampus, Chateaudouble, Draguignan, Montferrat, La Motte, Le Muy, et Trans-en-Provence. Pour la première année d'exercice de cette compétence, l'évaluation des charges est appuyée sur les contributions budgétaires versées par ces communes en 2014 au profit de ces deux syndicats.

Dans l'attente de la validation de ces éléments par la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT), il convient donc de n'entériner que le montant provisoire de l'attribution de compensation 2015.

Celle-ci fera donc l'objet d'un vote pour son montant définitif en fin d'exercice.

Les évaluations de transferts de charges sont déterminées par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des conseils municipaux, prévues au II de l'article L. 5211-5 du Code général des collectivités territoriales, adoptées sur le rapport de la CLECT.

Le Conseil d'agglomération fixe l'attribution de compensation provisoire 2015, inscrite au budget primitif 2015, fixée pour chaque commune dans le tableau ci-annexé.

En conséquence, au vu de l'avis de la Commission des finances du 3 avril 2015, il est proposé au Conseil d'agglomération d'adopter la présente délibération.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 09 avril 2015



Olivier AUDIBERT-TROIN

Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.